

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Maxime REYMOND

La révolution sociale et la paix, partie I

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1903, tome 5, p. 185-191

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

La révolution sociale et la paix

Nous sommes heureux de communiquer à nos lecteurs la primeur d'une conférence faite, à Martigny, le 16 mai, par M. Reymond, secrétaire des Fédérations catholiques. On ne lira pas sans intérêt ce lumineux exposé de la situation sociale du monde, et nous remercions le conférencier d'avoir bien voulu songer aux *Echos*.

Messieurs,

Le siècle qui vient de s'achever est un de ceux qui ont marqué le plus profondément dans l'histoire humaine, parce que, dans cette période si mouvementée, si tragique parfois, le monde chrétien a été secouru jusque dans ses fondements, à tel point qu'il a dû remettre à l'épreuve toutes ses croyances et qu'il a dû en revoir toutes les applications morales, intellectuelles et politiques. Ce caractère exceptionnel du dix-neuvième siècle est aussi manifeste si l'on considère les inventions admirables et les découvertes merveilleuses qui ont entraîné une transformation presque totale de la vie économique des nations.

Cette épreuve religieuse n'est point encore terminée, cette transformation économique n'est point achevée. Chaque jour, pour ainsi dire, surgit une découverte de plus qui réalise un nouveau progrès matériel et augmente notre confort. Chaque jour aussi, on enregistre dans les sociétés chrétiennes de lamentables défections, en même temps que des retours inespérés. Aux assauts que subit l'Eglise catholique, aux œuvres chrétiennes que l'on mutile ou que l'on supprime, répondent sans cesse de nouvelles œuvres de charité, de défense et de propagande. Les formes politiques avec lesquelles l'Eglise semblait — pour un esprit superficiel — s'être identifiées s'écroulent et disparaissent : mais au même moment, on voit le catholicisme fleurir chez des peuples nouveaux — les Américains, par exemple — qui sont déjà au premier rang de la civilisation et de la démocratie.

Mais si le travail de refonte de la société chrétienne continue sous nos yeux, déjà nous sommes arrivés à ce moment où le labeur accompli est assez grand pour qu'il permette de se rendre compte de l'effort qui reste à donner, où les expériences sont suffisamment décisives pour que nous puissions en déterminer les conséquences.

Et de la mêlée confuse des idées, des événements et des aspirations, nous pouvons dès maintenant dégager cette situation à nos yeux indiscutable :

Il existe actuellement dans le monde un malaise social général et intense, et il existe également un immense désir de solidarité, de justice et de paix.

Je m'explique.

Nul siècle n'a recherché autant la liberté. Pour elle, les hommes se sont livrés à des manifestations irrésistibles, à des révolutions qui ont brisé toutes les entraves. L'une après l'autre, la plupart des lois tutélaires que nous avaient transmises les siècles ont disparu. « Je veux être libre de penser, libre de croire, libre d'agir, libre de travailler et de spéculer comme je l'entends, libre d'enseigner et d'écrire, » telle a été la suprême revendication des hommes du siècle, et il a été très largement donné satisfaction à tous ces désirs.

Et cependant, au fur et à mesure qu'il s'approchait de sa fin, ce siècle a vu s'entasser les uns sur les autres les circulaires, les arrêtés, les règlements et les lois qui, sous une forme ou sous une autre, viennent dire au citoyen : « Tu n'iras pas là, tu ne feras pas ceci, tu n'as pas le droit de manifester sur tel ou tel point ta pensée. » Des lois plus ou moins nécessaires, plus ou moins arbitraires, ont limité la liberté du commerce, le droit de libre établissement, prescrit les règles que devaient observer les industriels pour empêcher l'exploitation de l'homme par l'homme. D'autres lois ont remis en question et régulièrement restreint la liberté de conscience, la liberté du culte et la liberté d'enseignement. Et chose encore plus étrange, c'est parfois au nom des mêmes principes que les hommes accomplissent des actes de contrainte qu'eussent désavoué leurs pères.

Si nous passons à un autre domaine, la confusion, le désarroi sont tout aussi grands. Le dix-neuvième siècle a poursuivi avec passion l'égalité. Presque toutes les hiérarchies d'autrefois ont disparu. La noblesse a été déchue de tous ses privilèges, et ceux du clergé ont été considérablement amoindris. Il n'y a plus, dans l'Europe occidentale du moins, de pays sujets, et le suffrage universel et direct est de plus en plus étendu. Chaque révision constitutionnelle tend à réduire et à supprimer les avantages détenus par l'une ou l'autre fraction de la population en raison de sa fortune, de son âge, de ses charges de famille et même de son sexe. Les dames réclament en effet le droit de vote, et cette prétention n'a rien de déraisonnable. La présence de la femme au scrutin rendrait souvent les opérations électorales plus correctes et plus dignes. Les femmes votent en Angleterre pour les questions scolaires, en Australie et aux Etats-Unis pour les questions politiques, et tous s'en félicitent. En Belgique, les catholiques qui ont pris l'initiative d'un mouvement en faveur du droit de vote des femmes, que combattent les socialistes parce qu'ils craignent de perdre leur influence.

Mais il semble qu'au fur et à mesure que les citoyens obtiennent une plus large égalité officielle, l'égalité économique s'éloigne d'eux. On n'a jamais autant parlé de lutte de classes que depuis l'institution du

suffrage universel, et même, l'autre semaine, l'un des principaux chefs du parti socialiste allemand, Kautsky, disait que la république est, par excellence, le terrain propre à la lutte de classes. Aujourd'hui, il n'est guère question que de prolétaires maîtrisés, écrasés par l'oligarchie financière, par la ploutocratie triomphante. Des comités, occultes parfois, organisent les élections de telle façon que le suffrage universel est un leurre, qu'il se crée de nouvelles aristocraties politiques qui disposent souverainement des places.

Il y a cent ans, les peuples avaient évoqué un glorieux rêve de fraternité. Glorieux, mais belliqueux, car c'est à coups de canon qu'ils annonçaient cette fraternité : le pays du Valais en sait quelque chose. Or, voici que le siècle expirant a vu signer de nouveaux arrêts de proscription, et, dans un pays où la constitution déclare que personne ne sera poursuivi pour ses convictions religieuses, ce sont celles-ci même qui entraînent la proscription. Voici encore qu'après des guerres extraordinairement sanglantes, où les hommes sont tombés par centaines de mille, nous vivons sous un odieux régime de paix armée, et les peuples épuisent leurs meilleures forces à se garder les uns contre les autres, en vue d'agressions et de conflits considérés officiellement comme probables.

La situation n'est pas meilleure si du domaine des idées on passe au domaine économique, que pourtant les transformations déterminées par la science devraient avoir si merveilleusement embelli.

Jamais les hommes n'ont mis autant de soin, autant d'ardeur à améliorer leur bien-être matériel. Jusque dans les moindres villages, dames et messieurs abandonnent à l'envi leurs vêtements de toile grossière et leurs rustiques couvre-chefs pour suivre la mode et pour prendre mesure chez la couturière, le tailleur ou le chapelier en renom. Les enfants des plus pauvres sont vêtus parfois avec une élégance qu'ignoraient, il y a trente ans, les enfants des riches. Les primeurs figurent aussi bien sur la table de l'ouvrier que sur celle du patron. Chacun s'ingénie à transformer son intérieur — pas toujours avec suffisamment de goût, malheureusement — et c'est une émulation générale vers un large confort.

Certes, il ne me vient pas à l'idée de blâmer pareil effort. Celui qui s'efforce de donner à son intérieur et aux siens la grâce et la parure qui les rendra agréables, mérite au contraire d'être encouragé. Tout d'ailleurs, au siècle passé, a concouru à lui donner satisfaction. Les machines, l'utilisation du gaz et de l'électricité ont favorisé un développement inouï de l'industrie : et les chemins de fer, en donnant au commerce des facilités et un essor prodigieux, ont mis les produits de cette

industrie, variés à l'infini, à la portée de tous. Le luxe est infiniment plus répandu qu'autrefois et il s'acquiert à un prix considérablement moins élevé. Tous les produits de l'art, de la science et de l'industrie se sont démocratisés, si vous me permettez cette expression.

Et pourtant, c'est aujourd'hui, peut-être, que les différences sociales sont le plus accentuées, et il faut remonter bien haut dans le passé pour voir autant de gens dépendants et inquiets du lendemain. Le nombre des gens de condition moyenne ayant une existence indépendante diminue constamment. Ce que l'on nomme aujourd'hui la classe moyenne n'est guère composée que d'employés et de contremaîtres vivant dans la dépendance d'autrui, et il n'est presque aucun ouvrier — c'était autrefois la généralité — qui ait son travail absolument assuré, et qui ne soit pas obligé de s'expatrier avec les siens pour chercher le pain quotidien. La grande industrie, le commerce moyen, et les besoins industriels sont si variables que du jour au lendemain — on l'a vu il y a quelques mois en Allemagne — des milliers et des milliers d'ouvriers peuvent se trouver sans pain.

Dans les villes, il est manifeste que quelques-uns s'enrichissent rapidement, démesurément, et il est évident aussi que plus il y a de très grandes fortunes, plus il y a de pauvres. Très souvent également, ceux dont la fortune date d'hier et n'est due qu'à des spéculations plus ou moins honnêtes et à l'absence de scrupules, sont les plus dédaigneux, les plus méprisants pour les malheureux qui, moins hardis, plus timides, plus délicats ou davantage éprouvés, n'ont pas su « jouer des coudes » et sont restés aux derniers rangs de l'échelle sociale. (Car, malgré l'égalité proclamée par les lois, il y a encore une échelle sociale, et, la concurrence intense aidant, les degrés en sont pénibles à gravir.)

Dans les campagnes, où presque tout le monde travaille de ses mains, les différences de fortune sont moins sensibles, et les partages entre les héritiers tendent encore à les diminuer. Néanmoins, n'avez-vous jamais vu de spéculateur enrichi racheter, restaurer ou édifier sur vos coteaux quelque manoir féodal entouré de beaux champs ou de vignes fertiles ? De ce manoir féodal, ce parvenu ne règne-t-il pas en véritable seigneur, sans que ses aumônes et ses libéralités effacent toujours l'impression complexe que produisent ses allures et son luxe ?

L'égalité ! A peine une révolution l'a-t-elle proclamée, à peine a-t-elle nivelé les supériorités encombrantes que d'autres supériorités s'élèvent, quelquefois moins légitimes et plus gênantes encore. L'égalité ! Existe-t-elle entre le rentier qui chaque année encaisse ses intérêts qu'il ajoute religieusement au capital et le paysan chargé d'hypothèques pour lequel une bonne récolte est le seul espoir d'échapper au préposé aux poursuites ? Existe-t-elle entre l'industrie qui tire dix et vingt pour cent

de dividendes en payant les fournisseurs et ses ouvriers le strict nécessaire, et ces mêmes ouvriers qui doivent se contenter de deux ou trois francs par jour pour entretenir leurs familles, avec les exigences de la vie moderne ? Sans doute, nous savons bien que riches et pauvres sont égaux devant certaines souffrances, mais il semble que ces épreuves — ou ces châtements — ne servent qu'à les séparer davantage encore.

Les contrastes que je viens de signaler sont-ils exceptionnels, Messieurs ? Ne les voyez-vous pas, au contraire, se répéter chaque jour devant vous ? Ne pourriez-vous même pas en indiquer d'autres que j'ai omis afin de ne pas trop m'étendre ? Et ne vous êtes-vous jamais demandé comment il se fait qu'il y ait une telle dissemblance entre le rêve et la réalité, comment le dix-neuvième siècle si noble dans beaucoup de ses aspirations, si magnifique dans quelques-unes de ses manifestations, a pu laisser derrière lui en mourant le malaise social à peu près général qu'entraînent inévitablement de telles contradictions ? Vous vous êtes sûrement demandé pourquoi il y a encore une question sociale, et pourquoi cette question se pose de plus en plus impérieusement à l'attention de tous ; pourquoi enfin une révolution bien autrement profonde que celle qu'il y a un siècle apparaît à quelques-uns la seule solution rationnelle de cet effrayant problème, le seul remède au régime de contrainte et aux inégalités, aux injustices et aux iniquités de l'heure présente ?

Car nous ne pouvons pas nous le dissimuler, Messieurs, l'idée d'une révolution sociale hante de plus en plus les esprits, gagne de plus en plus du terrain. En vain des législateurs bien intentionnés cherchent-ils à prévenir la tempête qui menace à l'horizon en votant des lois ouvrières renfermant des palliatifs plus ou moins efficaces. Ils agissent un peu comme ces navigateurs qui versent l'huile sur les flots courroucés pour les apaiser. Mais ils ont avec eux cette dissemblance que les navigateurs ont hâte d'arriver à l'autre bord, et qu'une fois au port ils n'ont plus à se soucier de ce qui se passe derrière eux. Tandis que les législateurs sont contraints de rester sur la mer grondante qu'est l'humanité au vingtième siècle et que la vague qui a reculé un instant reviendra plus terrible et s'enflera pour envelopper et anéantir leurs œuvres. Les lois ouvrières qu'élaborent aujourd'hui les Parlements n'ont sur certains esprits d'autre résultat que de les exciter davantage. Puisqu'on leur cède sur un point, raisonnent-ils, c'est qu'ils ont raison et surtout que l'on a peur d'eux ; et alors leur voix s'enfle, leurs réclamations deviennent de plus en plus hardies et démesurées. Le moment n'est pas loin où ils menaceront ceux qui ne voudront pas leur céder en tout, et où ils joindront le geste à la parole.

Et cependant ce n'est pas à une révolution sociale, ce n'est pas à une explosion de haine de classes que doivent naturellement aboutir les aspirations des peuples vers la liberté, l'égalité et la fraternité, vers un confort et une aisance meilleurs. Si donc la réalité est le contraire du rêve, c'est que toutes ces aspirations ont été faussées, c'est que ce qu'elles contenaient de généreux a été arrêté dans son essor. Et comment ont-elles pu devenir semblables au figuier stérile, si ce n'est par l'intrusion d'un principe opposé et qui a triomphé d'elles parcequ'il possédait une puissance irrésistible, parcequ'il pénétrait au plus intime de l'âme ?

Ce principe, Messieurs, n'est pas difficile à trouver. Vous le distinguez en effet au fond de tous les actes par lesquels les hommes ont contredit leurs paroles et leurs aspirations généreuses. Ce funeste principe n'est autre que l'égoïsme qui, au cours du dix-neuvième siècle, a pu se donner libre essor.

C'est l'égoïsme qui a fait qu'inconsciemment ou non chacun a recherché avant tout en toutes choses son intérêt personnel. C'est l'égoïsme qui a fait exiger de l'ouvrier la plus grande somme de travail avec le seul salaire qui ne pouvait pas être refusé. C'est l'égoïsme qui a envoyé la femme et l'enfant à la fabrique, tantôt parce que les patrons payaient leurs ouvriers insuffisamment et que la famille avait besoin d'un gain supplémentaire, tantôt parce qu'ils voulaient avoir de la main d'oeuvre à meilleur marché encore. C'est l'égoïsme bien plus que la nécessité qui a créé le travail du dimanche et le travail de nuit. C'est l'égoïsme qui a profité de l'ignorance et de l'impuissance des cultivateurs pour obtenir d'eux à vil prix la main d'oeuvre et les matières premières. C'est l'égoïsme encore qui a vicié la plupart des œuvres philanthropiques de notre époque et fait que le peuple est resté sur la réserve à la vue des honneurs ou des profits même que ses bienfaiteurs tiraient de leurs libéralités.

L'égoïsme a produit cette fleur abondante et vulgaire de la vanité. Par vanité, les hommes ont couru après les places et les distinctions et, comme il a fallu tenir son rang — c'est le terme consacré — et que souvent ni la fortune, ni le traitement n'étaient suffisants, on a dû s'endetter. Et vous savez bien que les convictions intimes sont mises à une rude épreuve par les difficultés financières.

L'égoïsme a encore engendré la jalousie et la défiance qui empoisonne toutes les relations sociales. Dans les relations modernes, la réserve est assurément une qualité. Mais de la réserve à la défiance, il n'y a qu'un pas, et ce pas a été si vite franchi. Suspect est celui qui s'annonce en ami, car à priori on s' imagine qu'il est un rival, que ses intentions ne

sont pas droites, qu'il va imposer sa supériorité. Suspect aussi le prêtre qui annonce la parole de Dieu ou qui offre un concours charitable, car il est probablement inspiré par l'esprit de caste et de domination.

Si le voisin a une pièce ou quelques meubles de plus à son appartement, s'il possède un plus grand champ ou une vigne mieux située, s'il est honoré d'une charge particulière et si ses affaires sont plus prospères, le jaloux n'aura pas de repos qu'il ne se soit élevé à son niveau, l'envieux pas de trêve qu'il ne lui ait fait une concurrence parfois désastreuse pour tous deux, qu'il ne l'ait pas dépassé. « Il y a assez longtemps qu'il me faisait la barbe au village », disait un envieux d'un de ses concitoyens, et cette raison lui suffisait pour s'efforcer par tous les moyens de supplanter son concurrent. Dans un livre récent, un de vos compatriotes raconte qu'un bourgeois de Loèche ayant ouvert un café à Genève, avait immédiatement vu d'autres Loéchois tenir des pintes tout autour de lui, pour lui faire concurrence. Et cette plaie de l'envie n'est pas particulière aux individus. Elle gagne des communautés entières, des villages, des districts et les oppose les uns aux autres pour le plus grand mal de tous.

Si maintenant l'effort insensé fait pour dominer le voisin ou pour s'enrichir malhonnêtement n'a pas abouti, si l'on a été arrêté par la force ou par l'intervention de tiers, si l'on est retombé plus bas et meurtri avec l'amer regret des sacrifices inutiles, c'est la haine qui prend au cœur. Ce jour-là, les mots de liberté, d'égalité et de fraternité sont devenus vides de sens. On tourne et brise tous les obstacles qui s'opposent à la satisfaction des intérêts les plus égoïstes ; c'est la lutte, non pas pour la vie, mais pour l'âpre jouissance ; la lutte tantôt sournoise et tantôt brutale, mais toujours odieuse. A l'incendie du Bazar de la Charité, à Paris, on a vu des jeunes gens piétiner sur des corps de femme pour s'enfuir plus vite vers la vie. De même l'égoïste qui veut être satisfait foule aux pieds ces pures créatures que l'on nomme la liberté, l'égalité et la fraternité. Si son intérêt l'exige, il sera conservateur ou libéral, mais s'il n'a rien à gagner à être cela, il sera des plus ardents à préconiser la révolution sociale.

(A suivre)

Maxime REYMOND